

Les peuples autochtones perdent leurs moyens d'existence

« Pourquoi devrions-nous produire des aliments pour bétail pour la Corée du Sud alors que nous ne pouvons même pas nourrir notre propre population ? » demande Arze Glijo. Cet activiste philippin des droits de l'homme est scandalisé par le fait que de plus en plus de terres qui appartenaient traditionnellement aux autochtones sont louées à long terme à des sociétés agricoles étrangères. Par exemple, en juillet 2009, la compagnie sud-coréenne Jeonman Feedstock a loué 94 000 hectares de terres agricoles fertiles dans l'île de Mindoro pour produire des aliments pour animaux. Les grands perdants sont les 120 000 Mangyans autochtones qui habitent l'île. Non seulement ils perdent les terres qui, par tradition, leur appartenaient mais ils seront bientôt repoussés encore plus loin dans les montagnes, au cœur de l'île, par les colons ayant perdu des terres agricoles à cause de ce mégaprojet.

Sur la côte nord de l'île de Luzon, aux Philippines, une compagnie japonaise a conclu un accord de location de 50 ans portant sur 400 000 hectares de terres destinés à la production de biodiesel. Les organisations défendant les intérêts des Igorot, la population autochtone, se sont dressées contre ce projet prêtant à controverse mais leurs protestations sont restées lettres mortes.

Le même scénario est répété dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud où des peuples autochtones sont chassés de chez eux par la location d'immenses superficies de terre. Les moyens d'existence des chasseurs-cueilleurs et des nomades qui dépendent de la forêt pour vivre leur sont arrachés à mesure que la forêt est défrichée. C'est dans la province indonésienne de la Papouasie occidentale, dans la partie ouest de la Nouvelle Guinée, que les coupes rases sont les pires. Les autorités gouvernementales louent chaque année des centaines de milliers d'hectares de terre appartenant à la population autochtone de cette région à des entreprises nationales et internationales qui cultivent le palmier à huile pour produire du biodiesel. En mars 2009, le gouvernement indonésien est allé jusqu'à approuver la location de deux millions d'hectares de terre à la société Binladin d'Arabie Saoudite qui devait y cultiver du riz basmati destiné à l'exportation. Ce mégaprojet a échoué face à la résistance des propriétaires terriens qui n'ont pu se mettre d'accord avec la société Binladin sur le prix de la location. Les Papous, population autochtone dont le nombre dépasse le million, n'ont généralement pas grand-chose à dire dans l'approbation de tels mégaprojets,



Ulrich Delius

Spécialiste pour l'Asie
Société pour les peuples menacés
Göttingen, Allemagne
asiens@gfbv.de

même si le défrichement les affecte plus particulièrement. La population autochtone ne possède que très rarement des actes de propriété des terres reconnus par les autorités. Bien que leurs ancêtres aient vécu sur ces terres pendant des siècles, ces droits de propriété n'ont jamais été portés aux registres fonciers.

■ Violation du droit international

La location des terres valide de fait le phénomène de « land grabbing » (accaparement des terres) qui existe depuis un certain temps déjà. Le fait que l'Indonésie ait ratifié la Déclaration des droits des populations autochtones en octobre 2007 est une pilule particulièrement dure à avaler pour les autochtones (plus de 300) vivant en Papouasie occidentale. Cette déclaration dit explicitement que les populations locales ont le droit de prendre leurs propres décisions quant au développement de leurs terres et aux matières premières qu'elles produisent ou qui en sont extraites. Mais on peut mettre n'importe quoi sur le papier et l'Indonésie est encore loin de reconnaître aux populations autochtones les droits qui sont les leurs en vertu du droit international.

Au Laos, au Cambodge et à Myanmar, les populations locales se plaignent également de la liquidation de leurs terres. Dans le nord de Myanmar, les petits exploitants agricoles du peuple Shan sont même forcés par les autorités à travailler dans des plantations d'hévéas pour l'industrie automobile chinoise. Dans ce même pays, le gouvernement met la pression sur d'autres populations autochtones pour qu'elles augmentent la production d'huile de palme destinée à l'exportation. Les famines sont un problème récurrent au Myanmar et par conséquent, la priorité numéro un devrait être la production alimentaire destinée au marché intérieur.

Malgré les immenses superficies de terres ainsi liquidées, le régime militaire ne voit aucun risque pour la sécurité alimentaire. Après tout, à en croire le ministre de l'Agriculture, les terres distribuées ne sont que des jachères.

L'exemple de la Papouasie occidentale montre à quel point ces déclarations sont du bourrage de crâne. Dix mille hectares de forêt tropicale humide sont rasés au profit de plantations, malgré le fait que la population autochtone vit de la forêt depuis des millénaires. Si la forêt disparaît, cette population de chasseurs-cueilleurs sera également détruite. Sans la forêt, elle pourra continuer d'exister physiquement, mais son identité, elle, sera détruite. Les populations autochtones ont des liens culturels et spirituels très étroits avec la terre qui, pour eux, n'est pas seulement un « produit jetable ». C'est là qu'habitent leurs ancêtres et les esprits. Le mode de vie et les moyens d'existence de nombreuses populations autochtones sont gravement menacés par la liquidation de leurs terres. Pour elles, cette liquidation n'est pas une question de profits, c'est une question de survie.